

La rue Bartolomějská

Attestée dès le XIII^{ème} siècle, cette rue s'est longtemps appelée rue Jérusalem; elle abrita tour à tour une école de prédicateurs, un refuge pour femmes, un abri pour les pénitents et des prêtres, une maison pour fils nobles. C'est là que l'on trouve aujourd'hui le cinéma Ponrepo, l'équivalent de la cinémathèque .



Mais pour tous les Tchèques, cette rue est indissociablement liée la police. L'empire des Habsbourg avait choisi cette rue pour y créer un 1^{er} commissariat au milieu du 19^{ème} siècle. Depuis, la police n'a jamais quitté cette adresse.

Après 1948, les immeubles de la rue accueillent le siège de la StB (Sécurité d'État). Créée dès 1945, la StB sert principalement de courroie de transmission du KGB soviétique. Elle assure des missions de contre-espionnage, de lutte contre la dissidence anti-communiste, de surveillance de la population. C'est la police politique du régime. Elle recueille grâce à un important réseau d'informateurs tous les renseignements possibles sur les citoyens.

La rue Bartolomějska devient pendant 45 ans un lieu d'interrogatoires souvent brutaux de dissidents, de prêtres, de membres du parti communiste jugés trop critiques, de jeunes gens coupables d'écouter une musique considérée pernicieuse. Les

signataires de la Charte 77 connaissent bien ces bureaux aux-aussi, de citoyens anonymes arrêtés sur la base d'une simple dénonciation.

Un bilan chiffré, statistique, de la Terreur communiste reste difficile à faire. La police tchèque d'aujourd'hui s'y emploie. Selon Česká Policie, entre 1948 et 1989, la StB a interrogé 205 486 personnes et en a emprisonné 4500. La Tchécoslovaquie communiste a procédé à l'exécution de 248 personnes. Mais à ce chiffre il faut ajouter des dizaines, voire des centaines de personnes décédées pendant ou après un interrogatoire (comme le philosophe Jan Patočka, porte-parole de la Charte, en 1977).

Voici quelques témoignages de personnes arrêtées par la StB puis envoyés a Bartolomějska :

Témoignage de Miluška Havlůjová, arrêtée le 26 Mai 1953, pour avoir aidé son père, le dissident Jaroslav Pompl :

"Ils ont commencé à crier après moi et mon petit Thomas a éclaté en sanglots. Un d'eux a hurlé "Ramène-moi ce gosse". Il l'a plaqué contre la porte. Je ne pouvais pas voir ce qui se passait. Ils ont commencé leur interrogatoire. J'entendais Thomas pleurer et m'appeler. Je ne pouvais rien faire. Puis il eut un silence. Puis il s'est réveillé et ses cris retentirent. Quelle horreur..."

Témoignage d'Ivana Bočková, arrêtée en 1946, car sa mère soignait des femmes violées par les soldats russes :

"Je suis entrée dans la première cellule, où nous (sa famille) avons été emprisonnés pendant 14 jours. Ils ont d'abord emmené mon père qui n'est jamais revenu. En octobre 1952, une telle tragédie s'est produite à Liberec, lorsque la StB est venue chez nous maman était gravement malade, nerveuse et en plein traitement. Mon grand-père, Antonin Strejcek et tante Marie Jurkova vivaient avec nous dans cette maison et ils se sont tous suicidés. Alors ils m'ont emmené avec eux. J'ai ensuite été conduite l'hôpital où je fus sauvée d'une mort certaine."

La StB est donc l'instrument essentiel du pouvoir d'Etat, de la dictature, du totalitarisme.

Aujourd'hui, la rue accueille encore le siège pragois de la police nationale. Après la chute du régime, en 1990, la StB est dissoute. Elle est remplacée par le BIS (Bezpečnostní informační služba, en français : Service d'Information et de Sécurité.).

À ce jour, aucune plaque, aucun monument ne rappellent dans cette rue les souffrances des personnes qui y ont été torturées.

